

Paris, 11 mai 2023

VIOLENCES ENVERS LE MAIRE DE SAINT-BREVIN-LES-PINS : QUE FAIT L'ÉTAT ?

La Fédération des élu·es Verts et Écologiste condamne à nouveau les violences contre les élu·es et plus particulièrement les intimidations et les agressions perpétrées à l'encontre de Yannick Morez, maire de Saint-Brévin. Elle s'alarme du manque de soutien de l'État qui conduit aujourd'hui le maire à démissionner.

L'annonce d'un nouvel emplacement du Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA), déjà présent à St Brévin, a déclenché des réactions de haine, de violence et de racisme à l'initiative de l'extrême-droite. Victime de menaces, d'insultes, d'intimidations allant jusqu'à l'incendie de ses véhicules et de tentative d'incendie de son domicile, Yannick Morez, abandonné par le gouvernement, a décidé de démissionner.

Cette démission constitue un recul honteux de la République à l'encontre de ses valeurs.

La FEVE exprime sa profonde consternation et sa sincère solidarité envers Yannick Morez et sa famille. Les élu·es écologistes saluent son engagement et son dévouement au service de la population de sa ville.

Alors que notre démocratie est chaque jour mise à mal par l'extrême-droite, la FEVE demande instamment à Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, de prioriser son action. Ainsi, il doit accélérer les enquêtes de police en cours afin d'appréhender les auteurs de ces actes d'agression criminelle plutôt que mobiliser les forces de l'ordre pour la chasse aux écologistes, défenseurs des biens communs.

La FEVE rappelle à Élisabeth Borne, Première ministre, la nécessité de protéger les élu·es et leur apporter tout soutien dans l'exercice de leur mandat.

Catherine Hervieu, présidente de la FEVE, conseillère départementale de Côte d'Or

Catherine Candelier, secrétaire du CA de la FEVE, conseillère municipale de Sèvres (92)